

« Il n'est plus question de consensus mais d'opposition » : le ras-le-bol des élus face aux éoliennes à Civray



De nombreux élus pour exprimer un désaccord profond sur la situation dans le territoire.

© (Photo NR-CP)

Par **RÉDACTION**

Publié le 21/06/2026 à 10:00

mis à jour le 21/06/2026 à 10:00

Face à la multiplication des projets éoliens sur leur territoire, de nombreux élus locaux ont décidé d'unir leurs forces. Ils dénoncent une saturation et comptent bien se faire entendre.

Ce samedi 20 juin, Bénédicte Fillatre, maire de Civray, accueillait devant sa mairie un rassemblement pacifique pour dire stop à tout projet éolien sur le territoire Sud-Vienne, Sud-Deux-Sèvres et Nord-Charente à l'initiative de plus de quinze associations de défense. Si certaines se battent depuis une bonne vingtaine d'années, aucune n'avait vu un tel rassemblement de maires et d'élus venir soutenir une telle initiative, accompagnés par de nombreuses personnes. *« Avec la prolifération des machines, de plus en plus hautes, il n'est plus question de consensus mais bien d'opposition »*, souligne Jean-Luc Archambeau, organisateur local.

« Nos villages, hameaux et lieux-dits seront métastasés par les éoliennes »

Xavier Mathieu, fer de lance du combat anti-éolien, délégué départemental de la **Fédération environnement durable**, maire de Bernac, à deux pas de Ruffec, a présenté la réalité des implantations devant un grand nombre d'élus, soutenus par la présence du sénateur Bruno Belin. *« Un bouton sur le visage, c'est un grain de beauté, cent boutons, c'est une maladie »*, image-t-il.

Le Civraisien compte 110 éoliennes. Le territoire va compter près de 500 machines dans peu de temps. *« Alors, nos villages, hameaux et lieux-dits seront métastasés par les éoliennes »*, n'hésite pas à affirmer la représentante du Pays mellois.

Selon les organisateurs, ce rassemblement d'élus délivre un vrai message. *« Si nous sommes nombreux, nous sommes encore plus nombreux par le cœur car bon nombre de maires ont d'autres obligations »*, ajoute Frédéric Texier, maire de Brux et premier vice-président de la communauté de communes.

Ils ont été plusieurs à prendre la parole et à souligner les pressions dont ils font l'objet s'ils tentent de s'opposer à un projet. Alors, pour lutter, il y a le droit, la solidarité et l'acceptabilité sociale. De nombreux ressorts ont été listés par les intervenants car *« nos territoires ne sont pas sans intérêts »*.